

Café géographique à Toulouse le 28 Janvier 2009

LA TERRE ET LE TERRITOIRE

dans le conflit armé

en COLOMBIE

Par Jaime Forero Álvarez

Professeur titulaire,

Faculté d'Etudes Rurales et Environnementales,

Université Javeriana de BOGOTA.

Jean-Christian Tulet, géographe (Animateur des Cafés Géographiques à Toulouse) : C'est un très grand plaisir de recevoir Jaime Forero parmi nous. Il est un des meilleurs connaisseurs du monde rural colombien ; il travaille sur ce thème depuis fort longtemps sa thèse a été publiée sous le titre « Economie et sociétés rurales dans les Andes colombiennes ». Depuis il a intégré l'Université Javeriana de Bogotá où il exerce les fonctions de professeur titulaire ; il encadre un groupe d'une dizaine de chercheurs dont les thèmes sont l'Economie, les Sociétés paysannes et les Relations entre Economie/Ecosystème et Systèmes alimentaires. Jaime Forero Alvarez est reconnu internationalement il a travaillé en relation avec IHEAL à Paris et l'IDF.

INTRODUCTION

Les antécédents du conflit rural actuel

Bien qu'une série de guerres civiles se soient produites dans le pays depuis l'indépendance, en 1819, jusqu'en 1902, fin de la Guerre des Mille Jours, nous pouvons situer les origines du conflit dans la première décennie du XXe siècle, quand une série de mouvements agraires ont remis en cause le régime de la propriété territoriale. Avec la **Loi des Terres de 1936** et autres mesures de l'époque, le conflit s'est temporairement calmé ; il a conduit au fractionnement des très grands domaines et le déclin des exploitations situées sur les versants andins a commencé, ce qui a ouvert la voie à un paysannat indépendant sur ces mêmes terres. Par ailleurs, malgré la méfiance de la droite libérale et conservatrice de l'époque, face aux élans modernisateurs du gouvernement de Lopez Pumarejo (1934-1938), la Loi des Terres n'a pas oublié les droits des latifundistes mais elle a contribué à stabiliser la propriété mise en cause par les mouvements agrariens soutenus, entre autres, par le leader du Parti Libéral, Jorge Eliécer Gaitán, assassiné en 1948. Le projet de Gaitán, qui sans aucun doute allait remporter les élections présidentielles de 1950, envisageait essentiellement de poursuivre et de renforcer les réformes sociales et politiques que ses compatriotes libéraux avaient décidé de mettre « au placard » depuis 1938.

A l'assassinat, les libéraux réformateurs et autres forces de gauche ont répondu par un **éphémère soulèvement populaire** qui s'est propagé dans une bonne partie du pays, incluant toutes les villes importantes et qui prit une forme extrême dans le fameux **Bogotazo**. La conséquence de cette insurrection temporaire fut l'imposition à feu et à sang (pour reprendre l'expression utilisée au cours des vingt années suivantes) du projet de l'extrême droite mené par le virulent leader conservateur Laureano Gomez et soutenu par l'Eglise catholique. Avec

cette guerre, le caractère du conflit rural souffre un changement substantiel. Précédemment, les démocrates se mobilisaient pour faire pression sur l'Etat pour entreprendre une redistribution agraire et à partir de ce moment, l'extrême droite répond aux prétentions des agrariens dans la campagne (et des réformateurs dans le pays dans son ensemble) avec une stratégie qui visait à changer par la force la corrélation de forces politiques qui lui était défavorable par la voie électorale. C'est le **passage d'un conflit typiquement agraire à l'imposition violente de l'hégémonie conservatrice.**

La solution à l'affrontement entre les conservateurs qui utilisaient la force publique et les bandes paramilitaires (*los pájaros* -les oiseaux-) et les libéraux qui avaient constitué une guérilla puissante et de nombreux groupes de *bandoleros* (*los chusmeros* -la racaille-) fut la **création du Front National**. S'est alors mis en place un régime qui, de 1958 à 1978, ne fit participer aux trois pouvoirs de la République que les libéraux et les conservateurs. On pourrait dire que pour reconstruire la démocratie, le recours fut un régime excluant, essentiellement antidémocratique mais légitimé par les urnes, où les deux 'oligarchies', libérale et conservatrice, que le discours de Jorge Eliécer Gaitán avait violemment combattues, se répartirent commodément les ressources publiques.

Guérilla et paramilitarisme, terre et territoire : clés pour caractériser le conflit rural colombien.

L'exclusion politique, le déplacement forcé, l'élimination physique des opposants, l'utilisation de la violence pour résoudre les problèmes sociaux, constituent le contexte dans lequel s'est créée et développée **la guérilla**, née des tentatives des paysans pour se défendre contre la persécution gouvernementale au cours des années quarante et cinquante. *La guérilla, sans cesser d'être une forme de défense des terres de certaines catégories de paysans, s'est peu à peu convertie en un mouvement insurrectionnel communiste et, sans cesser d'incarner un projet de transformation sociale, est devenue un pouvoir local despotique qui, dans de nombreuses régions, asphyxie économiquement les propriétaires fonciers, les commerçants et jusqu'aux paysans eux-mêmes.* L'incapacité de l'Etat à contrôler les zones où opère la guérilla, est, au départ, la cause immédiate de la formation de groupes paramilitaires, protégés, très souvent, par des secteurs gouvernementaux.

Au cours des trente dernières années, le génocide politique perpétré contre l'Union Patriotique (U.P.) (années quatre-vingt et quatre-vingt-dix), - une organisation par l'intermédiaire de laquelle les FARC et d'autres mouvements de la gauche non armée (dite 'civiliste', par opposition à 'militariste') ont tenté de créer une alternative démocratique- ainsi que l'assassinat systématique de leaders populaires et le déplacement massif de paysans, sont l'expression de la **continuité, jusqu'à aujourd'hui, des conditions sociopolitiques dans lesquelles s'est déroulé le conflit rural des années cinquante et soixante.**

Si la dynamique de la lutte subversive - antisubversive (les guérillas contre les militaires et les paramilitaires) exige, dans les régions où s'affrontent les armées régulières et irrégulières, de contrôler la population, c'est-à-dire le territoire, l'articulation organique de l'économie illégale à la guerre requiert un **contrôle territorial** beaucoup plus vaste : contrôle crucial, pour les groupes armés de la guérilla et paramilitaires, dans les zones où la feuille de coca est cultivée et transformée en base pour la cocaïne et correspondant à des zones relativement marginales dans la dynamique économique et de peuplement du pays ; contrôle des territoires où on prépare la base pour la cocaïne, en partie situés dans des régions davantage intégrées à l'économie nationale (rurales ou périurbaines) ; contrôle des territoires qui assurent les routes d'exportation ...

Le contrôle des ressources humaines, économiques, physiques et logistiques du territoire devient un enjeu en soi, non seulement pour les acteurs armés, mais aussi pour de

nombreux groupes sociaux et économiques, ainsi que pour les campagnes électorales régionales (et nationales ?) qui s'associent (ou s'articulent) aux mouvements violents. Les choses en étant là, la guerre perd en partie sa motivation subversive – antisubversive et s'oriente essentiellement vers un **affrontement pour le contrôle territorial en soi**. Dans la *Violence* des années cinquante et soixante, les acteurs armés sont des combattants stimulés par les discours politiques et/ou soutenus économiquement par d'autres acteurs appartenant généralement aux élites locales et régionales ; mais, à partir des années quatre-vingt, avec l'articulation de l'économie illégale au conflit, les acteurs armés ont leurs propres projets de contrôle économique et politique des ressources de vastes territoires.

Dans ce contexte, depuis les années quatre-vingt jusqu'à aujourd'hui, on assiste à une géopolitique rurale changeante à partir de laquelle certaines régions sont sous le contrôle relativement hégémonique de l'Etat, de la guérilla ou des paramilitaires (et parapolitiques). Certains territoires sont également ouvertement disputés entre ces divers acteurs. Pour d'autres, le contrôle est partagé entre gouvernement et paramilitaires. Il en existe même où les paramilitaires et la guérilla ont des stratégies de collaboration pour la répartition de l'industrie de la coca. Dans ce contexte, **le conflit rural armé, plus qu'un conflit agraire suscité, en ses débuts, par la concentration de la terre (et la lutte pour sa redistribution) est aujourd'hui un conflit territorial.**

Mais, de toute façon, **l'inégale distribution de la terre reste un élément central de ce conflit**. Une stratégie conduisant à redistribuer la terre, en fonction de son utilisation productive, et à restituer et consolider les droits de propriété des agriculteurs familiaux et de l'entrepreneuriat agricole, conduirait à générer une partie des conditions nécessaires pour résoudre le conflit rural. Cela permettrait de neutraliser l'un des éléments centraux du déplacement, qui animent le conflit, et qui est précisément la pression sur la terre d'autrui pour **constituer de grandes propriétés, le plus souvent destinées à l'élevage extensif**.

Nous avons calculé que, pour doter les petits exploitants de suffisamment de terres pour qu'ils puissent produire des revenus familiaux au dessus du seuil de pauvreté, il faudrait réassigner sept millions d'hectares (considérant qu'actuellement trente millions d'hectares de *latifundios* sont improductifs ou semi productifs). La dotation de terres pour l'agriculture familiale aurait, entre autres, trois conséquences importantes. Tout d'abord, elle contribuerait à la stabilisation de la population et à la production rurale ; ensuite, elle permettrait de réduire substantiellement la sous-alimentation par une incitation à la production pour l'autoconsommation et les marchés locaux ; enfin, elle dynamiserait et ferait croître l'économie agricole étant donné que les producteurs familiaux ont démontré une notable efficacité économique puisqu'ils génèrent sur leurs propres parcelles des revenus très supérieurs à ceux qu'ils peuvent gagner ailleurs comme salariés et contribuent pour un peu plus de 60 % du produit agricole du pays et environ 35 % de la production animale. Pour conclure, **si le problème de la terre n'est qu'un des aspects du conflit rural actuel, sa solution est cruciale et incontournable pour y mettre définitivement fin.**

Le problème de la terre.

En Colombie, **la concentration de la terre constitue un obstacle au développement économique, social et environnemental** car, en premier lieu, la monopolisation de cette ressource représente son immobilisation productive dans la mesure où la plus grande partie des grands domaines est consacrée à l'élevage extensif, un système de production intéressant pour produire des rentes à qui possède des terres en abondance, mais qui socialement représente une génération de valeur très précaire (la valeur par hectare est pour le moins six fois moindre que celle de toute autre activité agricole) et un déplacement de main d'œuvre (chaque hectare en élevage extensif génère environ 6 journées de travail à l'année, tandis que les activités agricoles en requièrent 30 à 300 par an).

En second lieu, le monopole de la terre entraîne que tant l'entrepreneuriat agricole que les **producteurs familiaux ruraux doivent verser de fortes rentes** pour l'utilisation productive de cette ressource. Les premiers se voient obligés à payer des loyers qui le plus souvent dépassent 20 % des coûts de production. Quant à eux, les producteurs familiaux qui ne disposent pas de suffisamment de terres cèdent une partie de leurs récoltes aux propriétaires selon toute une gamme variée de systèmes d'association (compagnies, **medianerías, poramberías, agregaturas...**) qui, bien que représentant une richesse de relations interentreprises, finissent par être des contrats asymétriques pour ceux qui accèdent à la terre et qui, par ces moyens, reçoivent une proportion de la valeur de la production inférieure à leur participation aux coûts. Le versement de ces rentes ampute les revenus nets des producteurs et, en de nombreuses occasions, compromet la viabilité économique de l'exploitation.

En troisième lieu, **le plus grand nombre des producteurs familiaux a été réduit à la condition de petits exploitants** ; c'est-à-dire qu'ils possèdent des terres d'une superficie très en dessous de ce qui est nécessaire pour un revenu agricole qui dépasse le seuil de la pauvreté. Mais cette situation contraste avec la haute capacité de leurs systèmes de production pour générer des revenus : de nombreuses études, en diverses régions rurales représentant une gamme diverse de situations socio-productives, ont révélé que chaque journalier employé sur ses parcelles est rémunéré très au dessus du salaire minimal légal quotidien ; c'est-à-dire qu'elles présentent une très haute viabilité économique puisque le travail sur leur propres parcelles est rémunéré très au dessus de son coût d'opportunité.

Pour terminer, il convient de rappeler quelques-unes des **conséquences de la forte concentration de la terre sur l'environnement, ou plus précisément sur les écosystèmes.**

On dit -et autant que je sache on admet- que les cultures illicites constituent le principal problème environnemental du pays car elles en finissent avec les forêts. Il s'agit d'une exagération qui ne correspond pas à la réalité : alors que les cultures de la coca, de la marijuana et du pavot n'atteignent pas deux cents mille hectares, l'élevage extensif a substitué des prairies appauvries qui laissent les sols à demi dénudés, érodés et compactés, à environ 40 millions d'hectares de végétation naturelle constitués dans leur majorité de forêts d'une grande diversité. En outre, en marge des problèmes sociaux, économiques et politiques provoqués ou alimentés par les cultures illicites, (nous verrons plus loin que la narco-économie est un facteur d'une incidence décisive sur le conflit territorial) cette activité se présente plutôt comme une solution et non comme un problème pour la conservation du milieu naturel. Le fait que les activités intensives de forte génération de valeur ajoutée requièrent d'altérer des superficies dans une proportion inverse aux excédents économiques générés. Autrement dit, **pour générer la même valeur qu'un hectare de coca, il faut abattre plus de 30 hectares pour faire paître du bétail.**

DÉBAT

1 - Poinard (Géographe, UTM) : *Quelles sont les cultures importantes de Colombie ?*

Jaime Forero Alvarez : 65% de la superficie agricole est cultivée par les paysans, le reste par des entrepreneurs agricoles. Les productions agricoles colombiennes se répartissent comme suit : on estime à 200 000 ha les cultures illicites (marijuana, coca et pavot), à 800 000 ha de café et 4 millions d'ha en polyculture (riz maïs, haricots rouges, canne à sucre paysanne et industrielle etc.). A ceci il faut ajouter une production horticole importante due au développement des marchés urbains. On note des changements dans l'équilibre de la population, celle-ci devient de plus en plus urbaine ; aujourd'hui la Colombie compte 43 millions d'habitants dont 70% vivent dans les villes, cette population demande une plus

grande variété de produits de consommation. Et même si la Colombie dépend pour 25% de l'extérieur pour les produits consommés, sa **balance commerciale est excédentaire** avec le café, les fleurs, les bananes, la canne à sucre, etc....

2 - J-C Tulet, Géographe (Animateur des Cafés Géographiques) : *Trois questions :*

- Avec un taux de croissance satisfaisant, l'économie colombienne présente un certain nombre d'avancées agricoles, pouvez-vous nous éclairer sur les relations entre cette agriculture performante des petits propriétaires et les problèmes agraires que vous avez évoqués ? Sommes-nous en présence de deux Colombies parallèles ?

- Sur l'hypothèse d'une redistribution des terres susceptible de résoudre partiellement le conflit, quelles sont les forces politiques colombiennes capables de promouvoir un tel projet ?

- La dernière question porte sur le retour du M19 à la vie légale : peut-on envisager raisonnablement que la destruction physique des militants du M19 n'ait pas bloqué le futur des négociations avec certaines fractions de la guérilla ?

J.F.A. : Nous ne sommes pas dans un modèle dualiste entre une agriculture des « entrepreneurs » très développée et une agriculture « paysanne » sous-développée. On observe un processus de modernisation de l'agriculture paysanne qui a pris la forme d'une « révolution verte » où la production paysanne s'est consolidée et modernisée. Par ailleurs, il existe des processus de technicisation sans mécanisation voir le mode de culture du café qui est un processus de modernisation très réussie où la mécanisation s'avère impossible car il s'agit d'une agriculture de versant.

Les relations entre « entrepreneurs capitalistes » et « petits propriétaires » sont extrêmement variées, on y rencontre des rapports d'associations pour la circulation des capitaux, la circulation des terres et de la main d'œuvre, mais **ce n'est pas un modèle agricole dualiste**. Certes à un bout de la chaîne on trouve des « entrepreneurs » à la tête d'entreprises agricoles capitalistes qui n'ont rien à voir avec les « petits producteurs familiaux » qui travaillent de leurs mains avec quelques outils, mais ces deux aspects ne sont pas le modèle dominant. Il existe aussi un élevage intensif très développé spécialement dans le secteur laitier qui répond à la demande de la consommation urbaine qui est un secteur autosuffisant ; une production typique : l'horticulture où les entrepreneurs n'ont rien à voir avec la production paysanne des familles ; la culture mécanisée du maïs, celle du riz où l'on rencontre de nombreuses relations entre « entrepreneurs » et « paysans ».

La grande propriété foncière qui s'est concentrée à cause de la guerre est adaptée à un espace qui restreint ou limite la possibilité de la croissance de l'agriculture et de l'élevage extensif.

Telle est la **dualité existante**, ce n'est pas une dualité productive mais **une dualité territoriale** qui relève du domaine du politique.

Pour certains néolibéraux la redistribution de la terre est fondamentale : la concentration improductive de la terre est un problème de marché qu'il convient de résoudre. D'autres secteurs de la société comme les classes moyennes sont indifférentes vis-à-vis de la redistribution des terres. Par contre il existe toujours des factions armées et des pouvoirs locaux attachés aux factions armées **qui sont contre** la redistribution de la terre. Néanmoins, je pense que les paramilitaires ne détiennent plus tous les pouvoirs. Certes il existe encore des territoires, des régions où le pouvoir des para militaires, des producteurs de cocaïne et des para politiques est encore très fort mais déjà affaibli. Rien n'est écrit, tout est possible, le futur de la Colombie n'est peut-être pas la démocratie mais ce n'est pas non plus la concentration totale des pouvoirs ni l'élimination des paysans.

Concernant le M 19, plusieurs militants furent assassinés, mais selon moi le M19 est plutôt un projet réussi qui a abouti à former un parti politique important le « **Polo Democrático Independante** », **seul parti de gauche en Colombie** : à ce titre on ne peut pas parler d'un

échec. Au début des années 80 la guérilla a tenté de créer un mouvement politique avec plusieurs secteurs de gauche : en mai 1985, naissait l'Union Patriotique (UP). C'était un parti vraiment civiliste où la guérilla avait sa représentation mais ce n'était pas un parti de la guérilla. La réaction de l'extrême droite avec la complicité de certains secteurs gouvernementaux n'a pas tardé à se manifester par plusieurs violations des accords qui ont conduit à l'échec de la négociation puis à un véritable génocide politique avec l'élimination de près de 5000 personnes. Cet événement contribua à relancer la violence et c'est vraiment une cause problématique pour faire la paix avec la guérilla actuelle. L'avenir de la Colombie reste à écrire et nous avons beaucoup d'espoirs.

3 – Deux questions :

- Une question géographique (je connais la Colombie de l'extérieur en tant que touriste) avec ses grandes zones montagneuses, beaucoup de terres ne sont pas cultivables : la proportion de terres cultivables par rapport à la superficie totale du pays est-elle importante ? Est-ce que cet état ne contribue pas à une certaine pression sur la terre exploitable ?

- La deuxième question est plus politique : le régime actuel du Président Uribe (qui a été démocratiquement élu) favorise-t-il les solutions que vous avez préconisées ? Sinon ces solutions relèvent-elles plutôt des domaines techniques ou économiques ?

J.F.A. : La surface agricole s'élève à 60 millions d'hectares et la superficie de la Colombie est de 140 millions d'hectares. Près de 80 millions d'hectares ne sont pas cultivables. Une grande partie d'entre elles sont en versants sur lesquels on a tenté de développer des méthodes culturales avec des conséquences négatives sur les écosystèmes ; néanmoins, des systèmes comme le café et la forêt caféière peuvent s'harmoniser avec le souci de la protection des terres. De même on constate que si des élevages extensifs participent à la dégradation des écosystèmes, il existe des formes d'élevage intensif qui résolvent les problèmes apportés par l'élevage extensif.

La Colombie comprend 4 régions : la côte atlantique ou **la région caribéenne** faite d'une série de basses plaines marécageuses et d'une zone montagneuse isolée au bord de la côte en prolongement de la cordillère centrale ; **la région andine** qui concentre plus des 75% de la population et près de 80% de la production agricole la capitale Bogotá est à 2 600 mètres d'altitude ; **la région du Pacifique** est une bande côtière de 150 km de large c'est une région très arrosée avec une végétation abondante faite de forêt très humides et d'un réseau hydrographique dense ; on retrouve les mêmes caractéristiques dans **la région amazonienne**. Enfin **la région de l'Orénoque**, à l'est, vaste plaine herbeuse dont les sols sont très pauvres mais avec des systèmes d'exploitations intéressantes.

4. Jean-Christian Tulet, géographe (Animateur des Cafés Géographiques) : *une remarque qui, en France, ne vient pas sous le sens : la montagne en pays tropical n'est pas un facteur limitatif c'est un avantage. L'abaissement de la température n'est pas un empêchement pour la progression des cultures tropicales de terres chaudes. On cultive la canne à sucre jusqu'à 2000 mètres ; comme le café et les produits maraîchers qui représentent une extraordinaire richesse pour les hautes terres montagnardes.*

J.F.A. : La montagne colombienne présente des possibilités très intéressantes jusqu'à 3500 mètres mais on peut cultiver la terre jusqu'à 4000 mètres sans problèmes.

Uribe a provoqué une polarisation totale du pays. On est POUR ou CONTRE, il n'y a pas d'autres possibilités. Pour une majorité de colombien il est le « sauveur » parce qu'il a fait la guerre à la « guérilla » qui a perdu une grande partie de son pouvoir de contrôle territorial. Il est impossible d'imaginer ce qui ce serait passé avec la guérilla avant Uribe. Mais

aujourd'hui la guérilla est absolument marginale à la conscience politique de la Colombie. Les partis de Gauche et de Droite sont contre la guérilla ; certes elle a ses partisans mais ils ne représentent que 4 ou 5% de l'ensemble de la population. Le projet de la guérilla n'est plus en immersion politique, c'est essentiellement un projet économique de contrôle territorial. Pour la population colombienne la guérilla est devenue un interlocuteur très difficile pour une négociation et je pense que c'est le problème central pour l'avenir de la Colombie. La « guérilla » est devenue un secteur criminel marginal qui n'a pas le pouvoir mais qui demeure encore très nuisible ; elle existe malgré tout, elle a l'argent de la coca, elle a un certain pouvoir.

D'un autre côté **la question des paramilitaires** est une question difficile à aborder. En principe ils ont perdu tous les pouvoirs qu'ils détenaient avant leur démobilisation, certains ont été condamnés comme criminels, d'autres sont aux Etats-Unis. Toutefois des clans régionaux se sont reformés et ont conservés des pouvoirs très importants et de temps en temps ils se présentent comme des partisans qui appuient le gouvernement d'Uribe. Celui-ci à chaque fois est plus proche (malgré ses intentions) des paramilitaires que des autres partis politiques. Les politiciens les plus démocrates, les plus « propres » sont aux côtés d'Uribe ; les paramilitaires font toujours partie de l'alliance du pouvoir mais ils ne veulent pas d'une réélection d'Alvaro Uribe. Pour certains l' "uribisme" est un mouvement du passé. Par ailleurs il faut également compter avec les Etats-Unis qui ont des difficultés avec le président Uribe.

5. JCT : *Pour compléter cela il faut ajouter que la Colombie a une constitution extrêmement progressiste qui donne des pouvoirs à la société civile. Pouvez-vous en dire un peu plus sur ce sujet ?*

6. Jean Pilleboue, géographe : *Il y a quelques années on parlait beaucoup de l'Armée de Libération Nationale (ALN), existe-t-elle encore ? et vous avez mis une carte très passionnante et dans votre exposé vous nous laissez entendre que la guérilla régresse peut-on dire que son contrôle territorial régresse ? Toujours dans la même voie, il existe en Colombie une violence rurale qui n'est pas liée à la guérilla, c'est une violence interindividuelle, est-elle en train de diminuer ou pas ?*

J.F.A. : L'Armée de Libération Nationale (ALN) est une armée pro-castriste qui existe encore ; avec les FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie) on a affaire à une guérilla prosoviétique.

Des travaux de recherches ont démontré que parmi les causes actuelles des « **déplacements ruraux** » le premier élément moteur ce sont les recrutements de la guérilla perdant du pouvoir beaucoup de militants la trahissent ; le deuxième motif est l'éradication manuelle de la coca (les agriculteurs qui cultivent la coca sont considérés comme des criminels) ; enfin la troisième cause principale est due aux affrontements armés des FARC qui sont à l'origine de l'exode de la population rurale.

Sur la violence rurale, à mon avis, on est en présence d'une forme de délinquance rurale qui est différente de la violence urbaine. Dans les campagnes, le problème central est celui de la confrontation entre les acteurs armés et la population rurale cette dernière est toujours la victime de ce conflit ; alors que dans les secteurs urbains, on assiste au développement d'une grande violence qui est une des conséquences de la démobilisation des paramilitaires, on n'a pas affaire là à la guérilla.

7. J.C. Tulet : *quand on évoque l'Amérique latine, on imagine un pouvoir fort incarné par Uribe sans aucun autre contre pouvoir. Or la constitution, relativement récente, accorde pas mal de pouvoirs à la société civile et Uribe est loin de concentrer tous les pouvoirs.*

J.F.A. : La paix a commencé à s'affirmer au début des années 90 et la Colombie s'est alors dotée d'une nouvelle constitution qui s'applique encore aujourd'hui. C'est **une constitution très démocratique** basée sur les droits fondamentaux et sur la participation réelle de la société. Grâce à cette constitution de 1991 la Colombie a acquis pour certaines parties de sa population (les indigents, les noirs et certaines autres communautés) un pouvoir plus large ; néanmoins cette constitution moderne est d'une certaine façon neutralisée par « l'uribisme » présidentiel.

8. Je suis étonnée des chiffres que vous avez donnés concernant les « déplacements forcés » comme sur les effets de paupérisation que ce phénomène entraîne. Ma question : dans la mesure où la situation en Colombie semble se stabiliser sous forme d'une « paix armée » peut-on imaginer que ces personnes, aujourd'hui dans des camps, puissent un jour revenir dans leurs régions d'origine ? Ou au contraire que ces déplacements vont aboutir « in fine » à une espèce d'installation dans les régions urbaines où ils ont été conduits ? Ou bien ne va-t-on pas passer à un second mouvement qui après un mouvement de « déplacement forcé » deviendrait un mouvement migratoire où les gens quitteraient la Colombie pour tenter une aventure ailleurs ?

9. Bernard Charlery, géographe, Président des Cafés géographiques à Toulouse : *Vous présentez le conflit armé comme un conflit rural qui n'est pas un conflit agraire mais un conflit territorial, je voulais savoir s'il n'y avait pas du tout de dimension urbaine à ce conflit ?*

10. Vous avez évoqué le narcotrafic qui était autrefois contrôlé par des cartels mafieux, ces cartels existent-ils encore ? Ou bien ont-ils été supplantés ou éliminés par la guérilla ou d'autres groupes qui opéreraient les trafics à leur place, quelle est la capacité de nuisances de ces cartels en Colombie ?

J.F.A. : Aujourd'hui les « **personnes en déplacements forcés** » sont dans une situation de précarité extrême 80% sont dans l'indigence et 87% dans la pauvreté. Ces « déplacés », pour la plupart n'ont pas assez de ressources pour entreprendre la « marche vers une migration ». Ils ne possèdent ni le capital humain ni le capital en espèces pour migrer. Certes il y a des migrants mais il n'y a pas de migration massive de « populations déplacées ». La Colombie a une migration massive très importante vers l'Espagne, vers les Etats-Unis, le Venezuela et l'Equateur, etc.

La jeunesse est une question fondamentale. Il y a une jeunesse qui commence à s'ouvrir au milieu urbain et qui n'envisage pas de revenir aux champs. Certains reviennent sur leurs lieux d'origine mais peu ; la question qui se pose est la stabilité des conditions de vie dans ces « secteurs déplacés ».

Le conflit armé n'est-il qu'un conflit rural ? _ Non Mon exposé est centré sur la ruralité de par mes recherches mais le contrôle territorial implique aussi des villes très importantes et des parties de villes comme Bogotá, comme Medellin ou Cali.

Les cartels : Les paysans ont, durant longtemps, refusé de participer à l'économie illégale de la coca. Néanmoins avec l'évolution de l'économie régionale et sous la protection de la guérilla qui garantit la stabilité de la production, ils en sont devenus les principaux acteurs. Ils ont révolutionné certaines opérations du trafic et ont maintenu des rapports avec les cartels mexicains. Ces derniers demeurent les intermédiaires incontournables du marché de la coca qui inonde les Etats-Unis et le monde entier. Au-delà des pouvoirs de la guérilla et des cartels mexicains, il existe toujours de petits cartels importants dans l'économie ; ils sont souvent alliés avec les paramilitaires et la guérilla. On est en présence d'un réseau d'entreprises très complexes qui contrôlent l'économie illégale et que l'on retrouve dans d'autres secteurs

d'économie légale par exemple : le commerce des arts, la prostitution et le contrôle de la corruption publique c'est une autre façon de contrôler le processus territorial.

11. Etienne Combes, géographe (Animateur des Cafés géographiques) : *dans le processus de contrôle territorial dont vous parlez, que deviennent les terres abandonnées ? Y-a-t-il un phénomène de retour au-delà des migrations que nous évoquions plus haut ? Est-ce qu'il y a achat par d'autres agriculteurs ou entreprises ? Ou est-ce qu'il y a abandon pur et simple et retour à la forêt, à la friche ? Question qui a une dimension à la fois sociale, pour les potentiels agricoles, et environnementale.*

J.F.A. : A travers vos questions vous avez donné toutes les réponses. En réalité les terres abandonnées cherchent des propriétaires ; elles deviendraient des latifundios où l'on développerait l'élevage extensif. D'un autre côté on parle beaucoup de l'évolution de la **culture de la « palme »** certes c'est un phénomène qui se développe (il y a 10 ans, on comptait 200 000 hectares de plantations de palmiers, aujourd'hui on en dénombre 300 000 hectares) mais on ne peut pas parler d'une croissance exponentielle. Par ailleurs l'accroissement des palmeraies n'est pas dû uniquement « aux déplacements » : des communautés paysannes ont été expulsées par de grandes entreprises d'exploitation de palmiers à huile afin d'étendre les cultures de palmes à huile sans qu'aucun dédommagement ne leur soit versées ; cela est vrai mais il y a beaucoup d'exagération à ce sujet. En fait il y a des terres qui deviennent des friches, d'autres qui changent de propriétaires et il y en a d'autres et ce sont les plus nombreuses qui deviennent pâturages.

12. Etienne Combes : *Une question à caractère plus politique : on connaît le rôle joué par les Etats-Unis dans le soutien des gouvernements successifs en Colombie et en Amérique du Sud en général. Comment ont évolué, durant ces dernières années, les relations entre les Etats-Unis et le pouvoir colombien pour contrer la guérilla ou pour juguler le trafic de la cocaïne ?*

J.F.A. : L'administration Bush a appuyé totalement le gouvernement d'Uribe. La Colombie a obtenu toutes les dotations importantes pour faire la guerre contre la guérilla et le narcotrafic. En outre, dans le cadre de l'Amérique latine, Uribe représente le Président le plus attaché aux Etats-Unis. Des contradictions très sérieuses se sont faites jour avec les Démocrates qui n'approuvent pas le traité du Libre Commerce et aujourd'hui il est difficile d'envisager quelles seront les relations d'Uribe et de la Colombie avec le gouvernement d'Obama. C'est une question importante qui pèse sur la réélection d'Uribe, aura-t-il l'approbation des Etats-Unis ou son désaveu ?

Compte rendu du débat établi par
Marie-Rose GONNE-DAUDE